



JEAN DE GRANDMAISON

Électeurs, Électrices

de la huitième Circonscription de Loire-Atlantique

Le 23 novembre 1958, votre circonscription m'a élu par une IMPORTANTE MAJORITÉ.

La très courte profession de foi que je vous présentais à l'époque vous assurait de tous mes efforts pour une politique d'ORDRE, de JUSTICE et de RESPECT DES LIBERTÉS.

Au cours des quatre années qui se sont écoulées, mon TRAVAIL, mes INTERVENTIONS et mes VOTES sont restés fidèles à la ligne que je m'étais tracée en accord avec mon ami et suppléant Charles HARDY, qui nous a quittés si prématurément, et en accord avec tous les responsables de vos collectivités qui m'avaient honoré de leur confiance.

Aucune œuvre ne saurait être parfaite ici-bas, et personne n'a le droit de s'enorgueillir de tenir la vérité absolue, mais notre devoir est de la rechercher.

Après les époques d'instabilité et de déchirements qu'a connues la France, elle a besoin d'une PAIX DURABLE et de RÉCONCILIATION HUMAINE. Elle a besoin d'augmenter encore son expansion économique, condition vitale de l'équilibre et de l'harmonie européenne qui ne saurait être dissocié de l'avenir pacifique auquel nous aspirons.

Elle a besoin de respecter la parité du POUVOIR D'ACHAT AGRICOLE, INDUSTRIEL et OUVRIER sans lesquels la désertion des campagnes et la concentration des villes provoqueraient un malaise social dramatique.

Elle a besoin de reconsidérer les dangers d'une POLITIQUE FISCALE DÉVORANTE, conséquence de tendances étatistes de plus en plus envahissantes. Ce sera, parmi bien d'autres, l'œuvre que devra poursuivre le Parlement de demain : respect de l'autorité sans glisser dans l'autoritarisme, respect des libertés, bases de notre civilisation, respect de cet équilibre général des professions et des institutions sans lequel c'est la porte ouverte à l'aventure.

Le mode de scrutin instauré en 1958 et maintenu en 1962 permet à l'électeur de connaître, mieux qu'aucun autre, les compétences administratives et économiques des candidats aux fonctions législatives.

Notre connaissance d'un PAYS QUE NOUS N'AVONS JAMAIS QUITTÉ et de ses problèmes AGRICOLES, COMMERCIAUX, INDUSTRIELS et BALNÉAIRES d'une part, et les multiples fonctions administratives et professionnelles locales de mon coéquipier et de moi-même peuvent, je crois, permettre à l'électeur de nous maintenir sa confiance pour la lourde tâche qui s'imposera demain. Si celle-ci nous est accordée, nous la poursuivrons en dehors de toute attache partisane et de tout sectarisme, sans autre souci que de prolonger sur le plan national et au service de notre pays les activités dont nous avons fait preuve déjà au sein de ce département.

Jean de GRANDMAISON

Conseiller général - Maire de Machecoul

Député sortant

Candidat Indépendant

SUPPLÉANT EVENTUEL :

Fernand FAVREAU

Exploitant agricole

Président de l'Union agricole cantonale du Pellerin

Adjoint au maire de Rouans

Annuaire

de la Commission des études de la France

1950-1951

Le présent annuaire a pour objet de donner aux membres de la Commission des études de la France, ainsi qu'aux personnes intéressées, une vue d'ensemble de l'organisation et des travaux de la Commission.

Il est divisé en deux parties. La première partie, qui constitue le corps de l'annuaire, est consacrée à l'organisation et aux travaux de la Commission. La seconde partie, qui est annexée à la première, est consacrée à la liste des membres de la Commission.

La Commission des études de la France est une commission consultative créée par le décret du 10 mai 1949.

Elle a pour mission d'étudier les problèmes de la France et de proposer des solutions à l'Assemblée nationale.

La Commission est composée de membres élus par l'Assemblée nationale et de membres nommés par le Président de la République.

Les membres de la Commission sont élus pour une durée de trois ans.

La Commission se réunit une fois par an.

Les travaux de la Commission sont publiés sous le titre de « Travaux de la Commission des études de la France ».

Annuaire de la Commission des études de la France

1950-1951

Paris, 1950

Imprimerie de la Commission des études de la France

10, rue de la Harpe, 75005 Paris

Téléphone : 01 42 78 11 11

Telex : 210 100 100

1950-1951

10, rue de la Harpe, 75005 Paris